

Première Guerre mondiale, les investissements des non-résidents étaient très élevés et provenaient principalement du Royaume-Uni. Toutefois, au cours de la première partie de l'entre-deux-guerres, les États-Unis sont devenus la principale source extérieure de capitaux et, en 1926 la dette internationale envers les États-Unis dépassait celle envers le Royaume-Uni. Par la suite, les investissements américains au Canada ont continué de s'accroître, particulièrement durant l'essor considérable de l'industrie pétrolière après 1947. A la fin de 1972, les investissements à long terme des États-Unis au Canada, évalués à \$38.6 milliards, intervenaient pour environ 77% de tous les investissements à long terme des non-résidents au Canada (tableau 21.36). Ce chiffre demeure toutefois inférieur au sommet d'environ 81% enregistré en 1967. Approximativement 61% des investissements américains à la fin de 1972 étaient sous forme d'investissements directs, tandis que 19% ou \$7.2 milliards étaient placés dans des obligations du gouvernement.

Les investissements à long terme du Royaume-Uni au Canada s'élevaient à \$4.5 milliards à la fin de 1972. Proportionnellement à l'ensemble des investissements des non-résidents au Canada, la part du Royaume-Uni était de 9%, bien au-dessous des 36% atteints à la fin de 1939 avant les rapatriements imposés par la guerre. Après le creux de 1948, la valeur des investissements du Royaume-Uni au Canada a augmenté chaque année jusqu'en 1962. Elle a fléchi légèrement en 1963 par suite du rapatriement des investissements dans les sociétés ferroviaires (au Canada) et des prises de contrôle d'autres services publics par les provinces; depuis, elle a légèrement remonté.

Les investissements à long terme des résidents de pays autres que les États-Unis et le Royaume-Uni se chiffraient à \$6.8 milliards à la fin de 1972. Le taux de croissance des investissements à long terme provenant de cette source a continué de dépasser celui des États-Unis et du Royaume-Uni. Ces investissements comptaient pour un peu moins de 10% de l'ensemble des investissements étrangers à long terme en 1968, 11.5% en 1970 et approximativement 13.6% en 1972. Environ 46% des investissements à long terme des résidents de ce groupe de pays étaient sous forme d'investissements directs, tandis que 27% étaient placés dans des obligations du gouvernement.

21.5.3 Investissements étrangers dans l'industrie canadienne

Les investissements étrangers dans l'industrie canadienne se mesurent à la fois par le rapport entre les capitaux étrangers et les capitaux à long terme employés dans certains groupes d'activités économiques et par la proportion de l'ensemble des capitaux employée dans des entreprises contrôlées par des non-résidents. La valeur comptable estimative de l'ensemble des capitaux à long terme employés dans des entreprises non financières s'élevait à \$105 milliards à la fin de 1972, ce qui représente une croissance annuelle soutenue d'environ 7% pour la période 1969-72. La part des investissements étrangers dans cette masse de capitaux a diminué, passant de 35% en 1970 à 34% en 1971 et 1972.

Dans le secteur manufacturier, le degré d'appartenance étrangère est demeuré relativement stable à 53%. Par ailleurs, la proportion du contrôle étranger est tombée de trois points de pourcentage en 1971 pour se situer à 58%. Depuis 1969, la part des investissements dans l'industrie du pétrole et du gaz naturel représentée par les intérêts canadiens s'est accrue de deux points de pourcentage par an pour atteindre 43% à la fin de 1972. Plus de 60% des nouveaux capitaux nets à long terme investis dans ce secteur au cours de cette période étaient de source canadienne. Par contre, la part des capitaux sous contrôle canadien est tombée à 23% à la fin de 1971.

Dans l'industrie de l'extraction et de la fonte, la reclassification de l'International Nickel Company of Canada, Limited parmi les sociétés sous contrôle canadien a fortement réduit, de 71% à 58%, la part des capitaux sous contrôle étranger par rapport à l'ensemble des capitaux utilisés dans ce secteur. L'appartenance étrangère a également diminué, mais de façon moins remarquable, passant de 59% à 56% pour la période 1970-72. L'appartenance et le contrôle étrangers des capitaux employés dans les sociétés ferroviaires et les autres services publics sont demeurés, comme d'habitude, relativement faibles.

21.6 Comptes des flux financiers

Malgré la faiblesse croissante de l'activité économique en 1974, le volume des capitaux acheminés par les marchés canadiens a atteint un nouveau sommet au cours de l'année. Le montant total des emprunts effectués par les secteurs non financiers de l'économie au moyen